

SOMMAIRE

- PIPELINE NORTHERN GATEWAY D'ENBRIDGE : UNE PROPOSITION D'ACTIONNAIRES EST DÉPOSÉE p. 1
- GREAT-WEST LIFE CO : LE DÉSINVESTISSEMENT COMME ULTIME RECOURS p. 2
- RESEARCH IN MOTION : SUR LA VOIE D'UNE GOUVERNANCE MODERNE p. 3
- MAINTENIR LE CAP AU GUATEMALA : LA COMMISSION INTERAMÉRICAINE DES DROITS DE L'HOMME SE RAVISE AU SUJET DE GOLDCORP p. 3

PIPELINE NORTHERN GATEWAY D'ENBRIDGE : UNE PROPOSITION D'ACTIONNAIRES EST DÉPOSÉE



Le projet de construction du pipeline Northern Gateway, qui permettrait le transport du pétrole de l'Alberta vers l'océan Pacifique, se heurte à une résistance farouche de la part des Premières Nations.

Depuis plusieurs années, notre partenaire Placements NEI encourage Enbridge à obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des Premières Nations pour la construction du pipeline. Enbridge a offert aux Premières Nations des droits de propriété partiels sur le pipeline, mais plusieurs Premières Nations côtières de même que d'autres, situées le long du tracé proposé de l'oléoduc et du couloir de circulation des pétroliers, s'y opposent fortement, ce qui présente un risque pour le projet.

Suivant une évaluation du risque que représente le mouvement de contestation des Premières Nations, Placements NEI conclut que « sans le soutien de **toutes** les Premières Nations présentes sur le passage de l'oléoduc (ainsi que sur la voie proposée pour les pétroliers), ce projet ne pourra pas progresser. Plusieurs décisions de la Cour suprême du Canada donnent aux Premières Nations de la Colombie-Britannique des droits uniques pour déterminer l'emploi approprié des terres situées sur leur territoire ».

Compte tenu de l'opposition qui persiste, Fonds Desjardins Environnement et Placements NEI ont demandé à Enbridge d'expliquer les conséquences



d'un refus des Premières Nations sur le projet et la manière dont elle entend atténuer les risques juridiques et opérationnels, de même que les risques d'atteinte à la réputation. Devant son incapacité à nous fournir les explications demandées, Fonds Desjardins Environnement et Placements NEI, conjointement avec Vancity Investment Management, ont déposé, en décembre 2011, une proposition d'actionnaires demandant à Enbridge de répondre à nos questions. La proposition sera présentée lors de l'assemblée annuelle, qui aura lieu le 9 mai 2012. Nous vous invitons à suivre l'actualité pour connaître la suite des événements!

ACTIONNARIAT ENGAGÉ

L'engagement des entreprises comprend :

Dialogue

Propositions d'actionnaires

Exercice du droit de vote

GREAT-WEST LIFECO : LE DÉSINVESTISSEMENT COMME ULTIME RECOURS

Il est impossible pour une société de fonds de placement de changer les façons de faire d'une entreprise qui ne lui appartient pas. Cependant, après avoir épuisé toutes les autres ressources, il est parfois nécessaire de recourir au désinvestissement. C'est ce que Placements NEI a fait dernièrement après avoir tenté, pendant quatre ans, de connaître les méthodes de Great-West Lifeco en matière de gestion des risques opérationnels liés aux changements climatiques, ou même de savoir si elle en assumait réellement la gestion. Cela pourrait avoir des conséquences sur les activités humaines, et donc potentiellement sur l'assurance qui les protège. Au cours des quatre années pendant lesquelles cette compagnie d'assurances a été inscrite sur la Liste Focus* de Placements NEI, trois propositions d'actionnaires ont été déposées et deux lettres distinctes ont été envoyées à sa direction; malgré cela, nous n'avons obtenu qu'une seule rencontre avec les dirigeants de l'entreprise. Il est malheureux d'en arriver là, car il sera désormais beaucoup plus difficile d'exercer des pressions sur Great-West Lifeco. En effet, étant donné la faible réceptivité de la société aux préoccupations des actionnaires, Placements NEI a décidé de retirer le titre de ses portefeuilles.



* Liste des entreprises ciblées par Placements NEI en vue de les inciter à adopter des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance responsables.

RESEARCH IN MOTION : SUR LA VOIE D'UNE GOUVERNANCE MODERNE

En septembre dernier, nous vous avons fait part des discussions de Placements NEI avec le conseil d'administration de Research in Motion (RIM), dans le cadre desquelles NEI lui demandait de séparer les fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration, alors conjointement assumées par Jim Balsillie et Mike Lazaridis. NEI a tenté d'aborder le conseil d'administration à cet égard, mais lorsque la société a refusé d'expliquer la raison d'être de son modèle de gouvernance, NEI a déposé une proposition d'actionnaires. Elle a finalement été retirée, RIM ayant convenu de procéder à l'examen de son modèle et de produire un rapport d'ici janvier 2012. C'est aujourd'hui chose faite. Le rapport permet de comprendre en quoi l'examen indépendant a incité la société à moderniser sa structure de gouvernance et à redistribuer les postes de direction et de membre du conseil d'administration.



Placements NEI se déclare satisfait que RIM ait fourni une explication à ces changements. Les arguments à l'appui de la séparation des rôles de directeur général et de président du conseil d'administration figurent dans les principes de bonne gouvernance des organismes du monde entier, notamment l'International Corporate Governance Network, le Council of Institutional Investors, la Bourse d'Australie et la Coalition canadienne pour une saine gestion des entreprises.

MAINTENIR LE CAP AU GUATEMALA: LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE DES DROITS DE L'HOMME SE RAVISE AU SUJET DE GOLDCORP



En janvier 2011, Placements NEI annonçait la publication par Goldcorp Inc. de sa Politique sur les droits de l'homme. Cette politique faisait état des progrès accomplis en ce qui a trait à la mise en œuvre des recommandations formulées dans l'étude d'impact sur les droits de la personne réalisée l'année précédente à la mine Marlin, au Guatemala. La société a accepté d'entreprendre une étude d'impact indépendante sur les droits de la personne (EIDP) pour évaluer ses activités

en sol guatémaltèque après le dépôt, par Placements NEI et d'autres actionnaires, d'une proposition auprès de Goldcorp en 2008 (elle sera par la suite retirée).

Récemment, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a annoncé qu'après avoir examiné une variété de renseignements, recueillis notamment au cours de l'EIDP, elle retirait sa demande de fermeture de la mine Marlin auprès du gouvernement du Guatemala. La CIDH demande maintenant au gouvernement de garantir que les sources d'eau des 18



collectivités touchées par la mine demeureront propres à la consommation, à l'irrigation et à l'usage domestique.

Plusieurs organismes non gouvernementaux, opposés à l'exploitation de la mine, n'ont pas accueilli favorablement cette décision et avaient salué la recommandation de la CIDH quant à sa fermeture. Certains ont exprimé des inquiétudes au sujet des pressions exagérées exercées sur une entité politique. Quant à Placements NEI, il considère que la décision originale de la CIDH s'appuyait sur des renseignements inexacts et que maintenant que cette décision est chose du passé, Goldcorp, le gouvernement du Guatemala et les collectivités en cause pourront continuer à améliorer leurs relations et à veiller à ce que les activités minières contribuent de manière importante au développement local tout en protégeant l'environnement.



Pour en savoir plus sur l'ISR et les portefeuilles SociéTerre, consultez votre conseiller de Desjardins ou la section ISR de fondsdessjardins.com.

Nous avons à cœur de connaître vos interrogations et commentaires sur l'investissement socialement responsable. Écrivez-nous à isr@desjardins.com.